

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ**ABONNEMENTS**

Togo, France & Communauté	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.300 fr.	800 fr.
Avion :	3.300 fr.	1.700 fr.
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.600 fr.	900 fr.
Avion :	3.750 fr.	2.300 fr.
Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 75 fr. Par porteur ou par la poste : Togo-France & Communauté 90 fr. Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle M. C. LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 f
Minimum	250 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 250 f	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE.

DECRETS, ARRETÉS, DECISIONS ET CIRCULAIRES**PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT****1961**

- 24 avril — Décret n° 61-45 fixant le traitement des ambassadeurs togolais à l'étranger 330

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**1961**

- 19 avril — Arrêté n° 83/MFAE/MEN, autorisant les chefs des établissements secondaires et techniques du Togo à recruter des élèves demi-pensionnaires payants et fixant le taux de la demi-pension 330
- Décision portant autorisation de paiement 331
- Arrêté portant autorisation de remboursement d'une somme au profit de la société Union électrique d'outre-mer 331
- Décisions portant octrois de subventions 331
- Décision mettant une dépense à la charge du budget général 332
- Arrêtés et décisions portant nominations, attribution de prêt pour achat d'une voiture personnelle, renouvellement et octroi de

secours, concession de pensions, modificatif à un précédent arrêté autorisant le versement d'une somme au profit de la société Union électrique d'outre-mer et approbation de rôles 332

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

- Décision portant affectation d'un magistrat au tribunal de 1^{re} instance de Lomé 336

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

- Arrêtés et décisions portant nomination, engagements, réengagement, affectations, passage à l'échelon supérieur, rétablissement de situation administrative, classement, augmentation de salaire, détachement, réintégration, acceptation de démission, constatation d'absence irrégulière, radiation, cessations de fonctions, licenciements, suspension de fonctions, rétrogradations, révocations et rectificatif à un précédent arrêté portant admission à la retraite 336

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

1961

- 14 avril — Arrêté interministériel n° 14/INT/INFO/MFAE/MF, portant approbation du budget primitif de la circonscription de Bafilo, exercice 1961 340

Arrêté et décisions portant nomination, engagement, mutation et licenciement	340
--	-----

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Décisions portant nominations, engagements, affectations, avancement, rétrogradations et licenciements	341
--	-----

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

Décision portant affectations	342
---	-----

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décision portant admission au C.A.P. d'instituteurs stagiaires	342
Décision portant admission au C.E.A.P. d'instituteurs et institutrices adjoints stagiaires	343
Décision portant admission au D.A.P. d'instituteurs du cadre local dit supérieur	343
Décision portant autorisation d'enseigner dans les classes de la Mission évangélique du Togo.	343
Décisions portant affectations	343

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Décisions portant affectation et rectificatif à une précédente décision portant engagement	343
--	-----

DIVERS

Arrêtés portant classements, promotions, détachement et radiation	344
---	-----

AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

Agence togolaise de vente de véhicules et automobiles (Faillite)	344
Inscription au registre de commerce	345
Inscription modificative aux statuts de la compagnie française de distribution de pétrole en Afrique	345
Avis de perte	345
Nécrologie	345
Entreprise Christophe	345

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT

DECRET N° 61-45 du 24 avril 1961 fixant le traitement des Ambassadeurs.

Le Président de la République,

Vu la constitution de la République togolaise du 14 avril 1961;

Vu le décret n° 60-5 du 12 septembre 1960 portant nomination d'un Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire France;

Vu les décrets n° 3 et 4 du 12 septembre 1960 portant nomination d'un Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire aux Etats-Unis et d'un Représentant Permanent aux Nations Unies;

Vu les prévisions budgétaires;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le traitement mensuel des représentants de la République togolaise à l'étranger est fixé ainsi qu'il suit :

M. Hunlede Joachim, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en France :

Solde de base 90.000

Indemnité de fonctions 120.000

soit au total : 210.000.-

Dr. Akakpo André, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire aux Etats-Unis et représentant permanent aux Nations Unies :

Solde de base 90.000

Indemnité de fonctions 185.000

soit au total : 275.000.-

ART. 2. — Est annulé l'article 1^{er} de la décision n° 260-MFAE-F-FE du 31 octobre 1960 en ce qu'elle concerne M. Hunlede Joachim.

ART. 3. — Est annulé l'article 1^{er} de la décision n° 258-MFAE-F-FE du 27 octobre 1960 en ce qu'elle concerne Dr. Akakpo André.

ART. 4. — La dépense est imputable au budget général — exercice 1961, chapitre 10 — article 4.

ART. 5. — Le Ministre des affaires étrangères, le Ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prendra effet le 1^{er} avril 1961 pour Dr. Akakpo, le 1^{er} janvier 1961 pour M. Hunlede et qui sera enregistré, publié, communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 24 avril 1961

S. E. OLYMPIO.

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

ARRETE N° 83-MFAE-MEN du 19 avril 1961 autorisant les chefs des établissements secondaires techniques du Togo à recruter des élèves des pensionnaires payants et fixant le taux de la pension.

Le Ministre des finances et des affaires économiques

Vu la loi n° 60-10 du 23 avril 1960 modifiant l'organisation de la République togolaise;

Vu l'arrêté n° 104/PM. du 28 mai 1958, définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu l'arrêté n° 32/E. du 18 janvier 1935 portant organisation de l'Enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté n° 81/MF, du 13 août 1958 réglementant les pensions des internes non boursiers des établissements secondaires et techniques du Togo;

Vu l'arrêté n° 232/MF/MEN, du 18 novembre 1959 fixant le prix de la pension des élèves internes non boursiers des établissements secondaires du Togo;

Vu l'arrêté n° 243/PM/MEN, du 7 octobre 1959 fixant le taux mensuel des bourses locales;

Sur proposition du Ministre de l'Education nationale;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les chefs des établissements secondaires et techniques du Togo sont autorisés à recruter des demi-pensionnaires payants.

ART. 2. — Seront admis à ce titre, les élèves dont les parents auront déposé une demande régulière auprès des chefs d'établissements.

ART. 3. — Le taux de la demi-pension est fixé à 16.200 frs par an. Les prestations dues par les administrations des différents établissements aux demi-pensionnaires payants concernent exclusivement le repas de midi.

ART. 4. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 avril 1961

H. D. Coco

Autorisations de paiement

N° 117-D-MFAE-F-F. du :

11 avril 1961. — Est autorisé le paiement à M. Akakpo André, Ambassadeur de la République togolaise, 17 N.Y. (USA) 801, second Avenue, 801 — son compte n° 015-001202 ouvert à la Chemical Bank New York de la somme de mille dix neuf dollars, soixante dix huit US. (1.019 \$ 78c) soit deux cent quarante neuf mille neuf cent quatre-vingt dix neuf francs CFA représentant le montant de la délégation de crédit accordée à l'Ambassade togolaise pour la célébration des fêtes du premier anniversaire de l'Indépendance du Togo.

Une somme de deux cent quarante neuf mille neuf cent quatre vingt dix neuf francs CFA représentant le montant de la somme destinée à l'Ambassadeur du Togo conformément aux termes de l'article 1 ci-dessus et les frais de virement télégraphique sur New-York s'élevant à la somme de quatre mille trois cent quatre vingt onze francs CFA sera mandatée par les soins du service des finances de la République togolaise à Lomé au nom de la Banque de l'Afrique Occidentale à Lomé, chargée du virement sur les USA.

Les justifications correspondant à ces dépenses devront parvenir en triple exemplaire au Ministère des finances au plus tard le 30 juin 1961.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo, exercice 1961, chapitre 30 article 6.

N° 118-D-MFAE-F-F. du :

11 avril 1961. — Est autorisé le paiement à M. Humlede Joachim, Ambassadeur de la République togolaise, 7, rue Alphonse de Neuville Paris (17^e) — son compte n° 50.631 H. ouvert au Crédit-Lyonnais agence M. Paris — de la somme de cinq mille nouveaux francs (5.000 NF.) soit deux cent cinquante mille francs CFA représentant le montant de la délégation de crédit accordée à l'Ambassade togolaise pour la célébration des fêtes du premier anniversaire de l'Indépendance du Togo.

Une somme de deux cent cinquante mille francs CFA représentant le montant de la somme destinée à l'Ambassadeur du Togo conformément aux termes de l'article 1 ci-dessus et les frais de virement télégraphique sur Paris s'élevant à la somme de mille six cent cinquante francs CFA sera mandatée par les soins du service des finances de la République togolaise à Lomé au nom de la Banque de l'Afrique Occidentale à Lomé, chargée du virement sur Paris.

Les justifications correspondant à ces dépenses devront parvenir en triple exemplaire au Ministère des finances au plus tard le 30 juin 1961.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo, exercice 1961 chapitre 30 article 6.

Union électrique d'Outre-mer

N° 78-MFAE-F-FO. du :

12 avril 1961. — Est autorisé le mandatement au profit de la société Union électrique d'outre-mer, d'une somme de sept cent soixante mille francs (760.000frs) au titre du remboursement des taxes perçues sur le gas-oil pendant le mois de février 1961.

soit : Droit fiscal d'entrée perçu sur le gas-oil :
190.000 litres \times 3 frs . . . = 570.000

Taxe perçue au profit du fonds
routier sur la vente du gas-oil :
190.000 \times 1 fr . . . = 190.000
= 760.000

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1961, chapitre 30, article 3.

Subventions

Collège du Scoutisme Togolais

N° 126-D-MF-AE. du :

18 avril 1961. — Une subvention de 309.170 frs (trois cent neuf mille cent soixante dix francs) est accordée au collège du scoutisme togolais représenté par M. Ekue Martin, instituteur et président de cette association.

Cette subvention qui est destinée à couvrir les frais de voyage aller et retour Lomé — Brazzaville — Léopoldville — Eutebbe et de séjour de deux délé-

guées togolaises à la conférence du scoutisme mondial de Kampala en Ouganda, sera versée à M. Ekue Martin, président du collège du scoutisme du Togo.

La dépense est imputable au budget général du Togo chapitre 35 article 5.

S. O. R. A. F. O. M.

N° 129-D-MFAE-F-F. du :

21 avril 1961. — Une subvention de un million soixante quinze mille francs CFA (1.075.000 frs), soit vingt et un mille cinq cents nouveaux francs (21.500 NF), est accordée à la société de radiodiffusion d'outre-mer (SORAFOM) à titre de participation aux dépenses d'extension du réseau de télédiffusion à Lomé (Togo).

Le montant de la subvention sera mandaté par les soins du service des finances de la République du Togo au profit de la SORAFOM — Lomé à son compte B.N.C.I. Lomé n° 838.

La dépense est imputable au budget d'équipement et d'investissement, exercice 1961, chapitre IIID, article 14.

Fêtes de l'anniversaire de l'Indépendance

N° 133-D-MFAE. du :

24 avril 1961. — Il est accordé, pour les fêtes de l'anniversaire de l'Indépendance, une subvention de six cent mille francs (600.000 francs) au profit du service des affaires sociales.

Le montant de cette subvention sera mandaté au nom de M. Wilson D. Wilfried, commis des services administratifs, financiers et comptables du Togo, billeteur.

La dépense est imputable au chapitre 30, article 6, du budget général — exercice 1961.

Ecole forestière des Barres

N° 131-D-MFAE-F-F. du :

24 avril 1961. — Est mise à la charge du budget général du Togo, une dépense de quinze mille francs CFA (15.000 frs), soit trois cents nouveaux francs (300 NF), représentant la contre-valeur des ordres de versement n° 2 et 13, gestion 1961, émis par le directeur de l'école forestière des Barres au titre de la contribution du Togo aux frais de logement, matériel et assurances pour le premier trimestre 1960-61 de MM. Afutoo Antoine et Lawson Ben, étudiants togolais à l'école forestière des Barres (France).

Une dépense de quinze mille francs CFA (15.000 frs) soit trois cents nouveaux francs (300 NF), destinée à l'école forestière des Barres conformément aux termes de l'article 1 ci-dessus, sera mandatée par les soins du service des finances de la République

togolaise à Lomé et versée à la caisse du trésorier-payeur général du Loiret à Orléans CCP. Orléans 4000-46.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1961, chapitre 30 article 6.

Nominations

N° 121-D-MFAE-MA-EL. du :

12 avril 1961. — M. Agboton Sylvestre, assistant d'élevage de 2^e classe 2^e échelon, est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles, régisseur de la caisse d'avance du service de l'élevage de Sokodé destinée au paiement des bovins pour la constitution et la mise en place de noyaux d'élevage.

N° 122-D-MFAE-MA-EL. du :

12 avril 1961. — M. Gnassounou Pierre, assistant d'élevage de 2^e classe 3^e échelon, est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles, régisseur de la caisse d'avance du service de l'élevage de Dapango destinée au paiement des bovins pour la constitution et la mise en place de noyaux d'élevage.

N° 128-D-MFAE-MF. du :

21 avril 1961. — M. Ajavon Ismael, garde 2^e échelon, n° mle. 2016, est nommé porteur contraintes de la circonscription de Klouto, en remplacement de M. Odou Samson Pascal, appelé à d'autres fonctions.

La présente décision a effet du 1^{er} janvier 1961.

Prêt

N° 116-D-MFAE-MF. du :

10 avril 1961. — Il est accordé à M. Dagbo Paul, secrétaire d'Ambassade à Paris, un prêt de deux cent mille (200.000) francs CFA, en vue de lui permettre d'acheter un véhicule pour ses besoins personnels.

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1961, chapitre 30, article 7.

Le remboursement du prêt sera effectué par mensualités de 12.500 francs CFA. pour compter du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le prêt est consenti.

Secours

Renouvellement

N° 84-MFAE-F-FR. du :

19 avril 1961. — Est renouvelé, pour une période de trois ans, à compter du 1^{er} janvier 1961, le secours temporaire de vingt cinq mille (25.000) francs

cfa par an, accordé par arrêté n° 215-MF-FR du 5 octobre 1959 aux orphelins de feu Assagbo Djamon, de son vivant, garçon de bureau du service de la santé publique du Togo, décédé à Lomé, le 17 novembre 1958.

Ce secours, payable par trimestre et à terme échu, sera mandaté au nom de M. Komlan Assagbo, forgeron permanent, en service à la Voirie de Lomé, chargé de l'entretien des orphelins de son feu frère Assagbo Djamon.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo.

Octrois

N° 85-MFAE-F-FR. du :

19 avril 1961. — Est accordé, à compter du 1^{er} janvier 1961, pour une période de trois ans renouvelable, un secours temporaire de trente mille (30.000) francs cfa par an aux orphelins mineurs de feu Slater C. Henri, de son vivant comptable permanent du service de la santé publique du Togo, décédé à Lomé le 20 décembre 1959.

Ce secours, payable par trimestre et à terme échu, sera mandaté au nom de M. Slater Raymond, tuteur légal des orphelins.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo.

N° 87-MFAE-F-FR. du :

21 avril 1961. — Est accordé, pour compter du 1^{er} janvier 1961, pour une période de trois ans renouvelable, un secours temporaire de vingt cinq mille (25.000) francs cfa par an à Mme Hawaou Tchagao, demeurant à Lomé (quartier Zongo), veuve de feu Samba Foulany Cissé, brigadier de 1^{re} classe n° mle G. 1182-BS de la garde togolaise, en retraite, décédé le 10 août 1953.

Ce secours temporaire, payable par trimestre et à terme échu, est imputable au budget général du Togo.

Pensions

N° 76-MFAE-F-FR. du :

12 avril 1961. — Est accordée une pension proportionnelle au montant annuel de vingt deux mille neuf cent quarante (22.940) francs cfa au garde de 3^e échelon (indice 195) Teou Kabia n° mle 1539, né vers 1918, à Lama-Kara, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mars 1960.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

N° 77-MFAE-F-FR. du :

12 avril 1961. — Est accordée une pension proportionnelle au montant annuel de vingt et un mille le vingt (21.020) francs cfa. au garde de 3^e échelon (indice 195) Tcha Gabriel n° mle 1747, né vers 1916 à Lama-Kara, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1961.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

N° 80-MFAE-F-FR. du :

17 avril 1961. — Une pension pour ancienneté de services (pourcentage 53%) au montant annuel de soixante dix neuf mille cinq cents (79.500) francs cfa. est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à M. Sandji Nemi, chef d'équipe principal de 2^e classe des CFT (indice 360) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1961.

N° 86-MFAE-F-FR. du :

19 avril 1961. — Une pension proportionnelle (pourcentage 50%) au montant annuel de cinquante trois mille sept cent cinquante deux (53.752) francs cfa est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à M. Dossouvi Akakpovi Apolinaire, adjudant du cadre local des agents d'hygiène du Togo, révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à pension.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 25 janvier 1959.

N° 88-MFAE-F-FR. du :

25 avril 1961. — Une pension pour ancienneté de services (pourcentage 53%), au montant annuel de quatre vingt douze mille deux cent vingt (92.220) francs cfa, est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à M. Anani D. Emmanuel, infirmier principal de 2^e échelon (indice 415) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1961.

Il est également attribué à M. Anani D. Emmanuel, pour compter du 1^{er} janvier 1961, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Anani Tsibiaku Mawutoè Florencia, née le 25 mai 1929;

Anani Tsibiaku Peter Corneille, né le 30 juin 1931;

» Cosme Coco, né en 1939;

» Jean Dieudonné, né en 1940;

» Raymond Paul, né le 28 avril 1941;

» Désiré Alfred, né le 15 septembre 1943.

Le montant annuel de la majoration prévue à l'article 3 ci-dessus est fixé à vingt trois mille cinquante cinq (23.055) francs cfa.

M. Anani D. Emmanuel pourra prétendre pour compter du 1^{er} janvier 1961, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Anani Tsibiaku Akoélé Félicité, née le 8 août 1947;

» Aminon Debhi, née le 13 septembre 1950;

» Aboubi Agnès, née le 21 janvier 1957;

» Abiassi Dominique, né le 5 août 1959.

N° 89-MFAE-F-FR. du :

25 avril 1961. — Une pension pour ancienneté de services (pourcentage 62%) au montant annuel de quatre vingt seize mille quatre cent douze (96.412) francs cfa. est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à M. Sodji Paulin, ouvrier principal de 1^{re} classe des CET (indice 375), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1961.

Il est également attribué à M. Sodji Paulin pour compter du 1^{er} janvier 1961, une majoration pour enfants au taux de 35% de sa pension au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e et 9^e rang) ci-après désignés :

Sodji Ahlinbavi Suzane, née le 22 août 1928

» Jean Kouamvi, né le 28 mai 1929

» Kwambavi Josephine, née le 10 mars 1932

» Gabriel Messan, né le 23 avril 1933

» Massanvi Félicia, née le 21 août 1934

» Yacinthe Sanvi, né le 11 septembre 1938

» Ahlokobavi Berthe, née le 19 avril 1941

» Ahlinbavi Marguerite, née le 18 octobre 1944

Le montant annuel de la majoration prévue à l'article 3 ci-dessus est fixé à trente trois mille sept cent quarante quatre (33.744) francs cfa.

M. Sodji Paulin pourra prétendre pour compter du 1^{er} janvier 1961, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e et 10^e rang) ci-après désignés :

Sodji Dominique Kouadjo, né le 7 août 1944

» Thomas Kouanvi, né le 7 mars 1947.

Modificatifs

MODIFICATIF du 12 avril 1961 à l'arrêté n° 4 MFAE-F-FO du 13 mars 1961 autorisant le versement d'une somme de 532.000 francs au profit de la société Union Electrique d'outre-mer.

Au lieu de :

Est autorisé le mandatement à la société Union Electrique d'outre-mer, de la somme de cinq cent trente deux mille francs (532.000 frs) au titre de remboursement des taxes sur le gas-oil institué par la loi n° 58-16 du 3 février 1958, conformément aux termes de l'article 29 de l'Avenant n° 5 approuvé le 22 février 1952 au contrat de concession approuvé le 11 juin 1931.

Lire :

Est autorisé le mandatement au profit de la société Union Electrique d'outre-mer, d'une somme de cinq cent trente deux mille francs (532.000 frs) au titre de remboursement des taxes perçues sur 133.000 litres de gas-oil pendant le mois de janvier 1961.

Au lieu de :

Détail des approvisionnements gas-oil

Janvier 1961 : 133.000 litres \times 3 frs = 399.000

Lire :

Soit :

Droit fiscal d'entrée perçu sur le gas-oil :

3 frs. \times 133.000 = 399.000

Taxe perçue, au profit du Fonds routier, sur la vente du gas-oil :

1 frs \times 133.000 = 133.000

532.000

(Le reste sans changement)

Rôles

(N° 74-MFAE-CD. du :

12 avril 1961. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1961 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
103	Com. Palimé	Taxe sur les armes perfectionnées	71.000	71.000
BUDGET COMMUNAL				
103	Com. Palimé	Centimes sur taxe sur les armes perfectionnées	35.500	35.500
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
104	Circ. Klouto	Taxe civique	14.964.000	14.964.000
		Total		15.070.500

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quinze millions soixante dix mille cinq cents francs est fixée au 30 avril 1961.

N° 75-MFAE-CD. du :

12 avril 1961. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1961 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
92	Circ. Lomé	Taxe civique	6.500.000	22.908.200
93	Circ. Tsévié	Taxe civique	15.031.880	
94	Commune Tsévié	Taxe civique	152.720	
95	Commune Tsévié	Taxe civique	1.223.600	
BUDGET COMMUNAL				
94	Commune Tsévié	Centimes sur taxe civique	15.272	527.766
95	Commune Tsévié	Centimes sur taxe civique	122.360	
96	Commune Tsévié	Patentes 311.900		
—	Commune Tsévié	Centimes sur patentes 30.934	342.834	
97	Commune Tsévié	Licences 43.000		
—	Commune Tsévié	Centimes sur licences 4.300	47.300	
BUDGET GENERAL				
98	Commune Tsévié	Taxe sur les armes perfectionnées	31.000	1.539.080
99	Circ. Tsévié	Taxe sur les armes perfectionnées	75.000	
100	Circ. Tsévié	Taxe sur les armes non perfectionnées	595.950	
101	Circ. Tsévié	Patentes	717.130	
102	Circ. Tsévié	Licences	120.000	
Total				24.975.046

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à somme vingt quatre millions neuf cent soixante quinze mille quarante six francs est fixée au 1^{er} mai 1961.

N° 82-MFAE-CD. du :

19 avril 1961. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1961 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GÉNÉRAL				
90	Circ. Lomé	Patentes	308,775	
91	—	Licences	53,000	361,775
		Total		361,775

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : trois cent soixante et un mille sept cent soixante quinze francs est fixée au 15 mai 1961.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Affectation

N° 12/D/MJ du :

7 avril 1961. — M. Svahn Michel, magistrat de 5^e grade 5^e échelon, en service à la section d'Aného, est affecté au tribunal de première instance de Lomé.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Nomination

N° 350/D/MFP du :

20 avril 1961. — M. Bamazi Sakié Jean est nommé agent permanent 6^e catégorie échelle A., pour compter du 15 avril 1961, et mis à la disposition du Ministre de l'intérieur, de l'information et de la presse, pour servir à la circonscription administrative de Lama-Kara.

Son traitement sera imputé au chapitre 12 — article 5 du budget général.

M. Bamazi conserve l'ancienneté qu'il a acquise depuis son engagement dans l'administration.

Engagements

N° 327/D/MFP du :

13 avril 1961. — M. Yao Diapré, qui avait déjà fait un stage au service de l'élevage et qui a une bonne connaissance technique du métier, est engagé en qualité de vaccinateur vétérinaire à la 1^{re} catégorie échelle A — en remplacement numérique de M. Hinnakou Célestin, vaccinateur, licencié.

M. Yao Diapré est mis à la disposition de M. le Ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts.

La solde de l'intéressé est imputable au budget général, chapitre 20 — article 5.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} avril 1961.

N° 331/D/MFP du :

15 avril 1961. — M. de Souza Bénédicte est engagé en qualité d'employé de bureau et classé à la 1^{re} catégorie des agents permanents.

M. de Souza est mis à la disposition de M. Premier Ministre de la République togolaise.

Son traitement sera imputé au chapitre 6, article 2 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter la date de prise de service de l'intéressé.

N° 332/D/MFP du :

15 avril 1961. — MM. Djayouri Michel, Houédak François et Mlle Johnson Béatrice sont engagés, titre précaire et essentiellement révocable, en qualité de moniteurs de l'enseignement et classés à 2^e catégorie échelle A des agents permanents.

Les intéressés sont mis à la disposition du Ministre de l'éducation nationale.

Leur traitement sera imputé au chapitre 26, article 7 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 339/D/MFP du :

17 avril 1961. — M. Ekon Ambroise, admis concours pour le recrutement des facteurs et postiers des chemins de fer et du wharf du Togo, est engagé en qualité de facteur permanent échelle échelon 1 et mis à la disposition du Ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications.

Son traitement sera supporté par le budget annexe des C.F.T.

La présente décision aura effet pour compter la date de prise de service de l'intéressé.

N° 341/D/MFP/MA du :

18 avril 1961. — M. Ahamadah Ferdinand, titulaire du diplôme de l'ancienne école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo (Dahomey) — promu 1950/1952 — diplôme équivalent au certificat d'aptitude professionnelle agricole (C.A.P.A.), est engagé en qualité de moniteur permanent de 5^e catégorie échelle A.

M. Ahamadah Ferdinand est mis à la disposition du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts (Direction de l'agriculture).

Son traitement sera supporté par le budget F.A.C. (Action rurale — Encadrement).

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} mai 1961.

N° 342/D/MFP du :

18 avril 1961. — MM. Evénamedé Paul, Dweggah Daniel, Rhodes Thomas, Agbassou Christian et Adabunu Menassé sont engagés en qualité d'agents permanents de 4^e catégorie échelle A pour compter du 20 avril 1961, et mis à la disposition du Ministre des finances et des affaires économiques, pour servir à la trésorerie du Togo.

Leur traitement sera imputé au chapitre 14, article 13 du budget général.

N° 349/D/MFP du :

20 avril 1961. — Est rapportée, pour compter du 15 avril 1961, en ce qui concerne M. Sylvestre K. Jean, la décision n° 109/MEN du 20 juillet 1960 portant engagement.

M. Sylvestre K. Jean est engagé en qualité d'agent permanent 6^e catégorie échelle A (maître d'arts), pour compter du 15 avril 1961, et mis à la disposition du Ministre de l'éducation nationale.

Son traitement sera imputé au chapitre 26, article 7 du budget général.

N° 353/D/MFP du :

22 avril 1961. — M. Noghé Yao Jacques, titulaire du C.A.P. de comptabilité, est engagé en qualité d'employé de bureau et classé à la 6^e catégorie échelle A des agents permanents.

L'intéressé est mis à la disposition du Ministre de l'éducation nationale pour servir au collège de Sokodé, en remplacement de M. Kougbévina Augustin, décédé.

Son traitement sera imputé au chapitre 26, article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 354/D/MFP du :

22 avril 1961. — Mlle Hundt Odette, titulaire du certificat de fin de stage de l'école de formation théorique et pratique d'auxiliaires de puériculture, est engagée en qualité d'infirmière permanente de 5^e catégorie, échelle A, et détachée auprès de la caisse de compensation des prestations familiales.

Son traitement sera supporté par le budget de la dite caisse.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} avril 1961.

N° 355/D/MFP du :

22 avril 1961. — Est rapportée, pour compter du 10 février 1961, en ce qui concerne les agents dont les noms suivent, la décision n° 57/MFP du 17 janvier 1961 portant engagement :

MM. Aziagbégnon Gilbert
Kpadénou Victor

Amenkey Michel
Apétoh Albert

N° 363/D/MFP du :

25 avril 1961. — M. Kouami Ferdinand Adela est engagé en qualité d'agent permanent 6^e catégorie échelle A (photographe) pour compter du 1^{er} mai 1961, et mis à la disposition du Ministre de l'intérieur, de l'information et de la presse.

Son traitement sera imputé au chapitre 12, article 10 du budget général.

N° 364/D/MFP du :

25 avril 1961. — M. Bode Moussa est engagé en qualité de manœuvre de 1^{re} classe, 3^e zone, pour compter du 1^{er} mai 1961, et mis à la disposition du Ministre de l'éducation nationale, pour servir à l'E.P.C.I. de Sokodé, en remplacement de M. Kondo Kérim, démissionnaire de son emploi.

Son traitement sera imputé au chapitre 26, article 5, du budget général.

Réengagement

N° 365/D/MFP du :

25 avril 1961. — Mlle da Silveira Elise, dactylographe permanent du service de l'information, qui a terminé la période réglementaire de 6 mois d'essai, est engagée, à compter du 1^{er} mai 1961, à la 3^e catégorie, échelle A des agents permanents.

Mlle da Silveira Elise, dactylographe permanent, engagée dans l'administration par décision n° 2/MFP du 5 janvier 1961, conserve le bénéfice de l'ancienneté qu'elle a acquise depuis le 1^{er} octobre 1960, date de son engagement.

Affectations

N° 333/D/MFP du :

15 avril 1961. — Est et demeure rapportée, la décision n° 768/MFP du 29 octobre 1960 portant affectation.

M. Koumako Afangbémi Jacques, instituteur adjoint de 6^e classe du cadre supérieur de l'enseignement primaire de l'ex-AOF, (indice 357) remis à la disposition de la République togolaise par arrêté n° 5484/EP/IB du 19 novembre 1960, est mis à la disposition du Ministre de l'éducation nationale, pour compter du 30 septembre 1960.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 24, article 6 du budget général.

N° 334/D/MFP du :

15 avril 1961. — M. Desanti René, commis de 1^{re} classe 2^e échelon du cadre supérieur des S.A.F.C. du Togo, de retour d'un stage de formation professionnelle en Belgique, arrivé à Lomé par avion le 7 avril 1961, est remis à la disposition de M. le Premier Ministre de la République togolaise.

N° 357/D/MFP du :

24 avril 1961. — M. Durrieu Jean, ingénieur-adjoint de 4^e classe des travaux publics, nouvellement mis à la disposition de la République togolaise, arrivé à Lomé par voie maritime le 18 avril 1961, est mis à la disposition du Ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 18, article 6 du budget général.

Passage à l'échelon supérieur

N° 337/D/MFP du :

15 avril 1961. — La décision n° 263/MFP/MTP/CFT du 16 mars 1961 constatant passage automatique à l'échelon supérieur de solde est annulée en ce qui concerne M. Dovi Jonathan, sous-chef de gare principal, échelle 6, échelon 3.

M. Dovi Jonathan, sous-chef de gare principal, échelle 6, échelon 3 du cadre supérieur des chemins de fer et du wharf du Togo, qui conserve une bonification d'ancienneté de huit (8) mois, au titre des années 1957, 1958 et 1959, est promu au 4^e échelon de son grade, pour compter du 1^{er} mai 1960. (toute ancienneté épuisée).

Situation administrative

N° 110/MFP du :

20 avril 1961. — La situation administrative de Mme Ohin Bibiane (née Ajavon), infirmière visiteuse principale de 3^e classe du cadre commun secondaire de l'ex-AOF, est rétablie de la façon suivante, au titre du décret n° 58-70 du 3 septembre 1958 :

— Infirmière visiteuse principale de 2^e classe pour compter du 1^{er} janvier 1959 (indice 435)

— Infirmière visiteuse principale de 1^{re} classe pour compter du 1^{er} janvier 1961 (indice 470).

Mme Ohin Bibiane (née Ajavon), infirmière visiteuse principale de 1^{re} classe du cadre commun secondaire de l'ex-AOF, est rayée, sur sa demande, des effectifs du personnel dudit cadre et intégrée dans le cadre supérieur des agents techniques du Togo, en qualité d'agent technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 491) pour compter du 1^{er} janvier 1961.

Le présent arrêté aura effet pour compter des dates ci-dessus indiquées au point de vue de l'ancienneté et du 1^{er} janvier 1961, au point de vue de la solde.

Classement

N° 335/D/MFP du :

15 avril 1961. — M. Lawson Augustin, opérateur radio journalier du service météorologique, qui a terminé la période d'essai à laquelle il a été soumis, est classé à la 3^e catégorie échelle A des agents permanents pour compter du 1^{er} avril 1961.

Augmentation de salaire

N° 345/D/MFP du :

20 avril 1961. Le salaire mensuel de M. Olympio Alerico, spécialiste de la culture et du traitement du tabac, est fixé à cinquante mille (50.000) frs pour compter du 1^{er} avril 1961.

M. Olympio est classé au groupe III local au point de vue des déplacements à effectuer pour et à l'occasion du service.

Détachement

N° 108/MFP du :

18 avril 1961. — Il est mis fin, pour compter du 18 avril 1961, à la position de détachement de M. Gblao Eso, aide-conducteur de 1^{re} classe 3^e échelon du cadre supérieur de l'agriculture et du conditionnement du Togo, précédemment député à la Chambre du Togo.

M. Gblao est mis à la disposition du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 20, article 4 du budget général.

Réintégration

N° 107/MFP du :

17 avril 1961. — Est rapporté, pour compter du 15 avril 1961, l'arrêté n° 80/MFP du 25 mars 1960 portant intégration de M. Kondo Tchédre dans le cadre local des commis d'administration.

M. Kondo Tchédre est réintégré, pour compter du 15 avril 1961, dans le cadre local secondaire de l'enseignement en qualité de moniteur adjoint 4^e échelon.

Démission

N° 326/D/MFP du :

11 avril 1961. — Est acceptée, pour compter du 28 mars 1961, la démission de son emploi offerte par M. Mabudu Francis, facteur permanent des CFT.

M. Mabudu pourra prétendre à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

Absence

N° 338/D/MFP du :

17 avril 1961. — Est constatée, pour compter du 13 avril 1961, l'absence irrégulière de son poste de M. Mensah Benjamin, infirmier principal, 2^e échelon du cadre local de l'assistance médicale du Togo.

Pendant toute la durée de son absence, M. Mensah n'aura droit à aucun traitement.

Radiation

N° 356/D/MFP du :

24 avril 1961. — M. Afoutou Athanase, compositeur machiniste dont la cessation de fonctions a été constatée par décision n° 298/MFP du 28 mars 1961, est rayé des effectifs du personnel de l'imprimerie officielle du Togo, pour compter du 13 mars 1961.

Cessations de fonctions

N° 347/D/MFP du :

20 avril 1961. — Est constatée, pour compter du 20 avril 1961, la cessation des fonctions de MM. Agbavon Fortuné David, agent permanent 4^e catégorie, échelle B, en service au parquet de Lomé et Agoro Idrissou Adam, agent permanent 5^e catégorie, échelle B, en service à la section d'Anécho du tribunal de Lomé.

Les intéressés auront droit aux indemnités ci-après :

- 1^o) Un mois de préavis
- 2^o) Indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis leur dernier congé.
- 3^o) Indemnité de licenciement, soit 20% du salaire mensuel moyen par année de service.

N° 352/D/MFP du :

21 avril 1961. — Est constatée la cessation des fonctions de M. Abikou Emmanuel, agent permanent des douanes, en service au poste douanier de Klouto.

L'intéressé aura droit aux indemnités ci-après :

- 1^o) Un mois de préavis
- 2^o) Indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.
- 3^o) Indemnité de licenciement, soit 20% du salaire mensuel moyen par année de service.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Licenciements

N° 325/D/MFP du :

11 avril 1961. — M. Bouraïma Tchoro Gnonngbo, agent permanent 4^e catégorie échelle D, précédemment en service à Sokodé, est licencié de son emploi pour compter du 7 janvier 1961, pour faute grave en service.

M. Bouraïma Tchoro Gnonngbo n'aura droit qu'à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

N° 343/D/MFP du :

19 avril 1961. — M. Kompel Michel, moniteur permanent de l'enseignement 2^e catégorie échelle A, en service à Dapango, est licencié de son emploi pour compter du 1^{er} avril 1961, pour faute grave en service.

M. Kompel n'aura droit qu'à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

N° 362/D/MFP du :

25 avril 1961. — M. Lawson Frédéric, agent permanent 2^e catégorie échelle A, du service de la statistique, est licencié de son emploi pour faute grave en service.

M. Lawson aura droit à l'indemnité compensatrice de congé au prorata du temps de service effectué depuis son engagement.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Suspension de fonctions

N° 111/MFP du :

21 avril 1961. — Les agents de douanes dont les noms suivent, en service au poste des douanes de Klouto, en instance de comparution devant le conseil de discipline, sont suspendus de leurs fonctions pour compter de la date de signature du présent arrêté :

MM. Legbaga Boko, adjudant chef garde-frontière;
Hounye Dossa, adjudant garde-frontière;
Adjami Anagonou Gaspard, caporal garde-frontière 1^{er} échelon.

Pendant toute la durée de leur suspension de fonctions, les intéressés n'auront droit à aucun traitement, à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

Rétrogradations

N° 113/MFP du :

24 avril 1961. — Les fonctionnaires de l'assistance médicale du Togo ci-après désignés, sont rétrogradés de la façon suivante, pour faute grave en service :

Nom et prénoms	Grade actuel	Grade de rétrogradation
Folly Thomas	Agent technique 1 ^{er} cl. 1 ^{er} éch.	Agent technique 2 ^o cl. 4 ^o éch.
Johnson Polycarpe	Agent technique 2 ^o cl. 3 ^o éch.	Agent technique 2 ^o cl. 2 ^o éch.
Tossou Alex	Agent technique 2 ^o cl. 2 ^o éch.	Agent technique 2 ^o cl. 1 ^{er} éch.
Amegan K. Emmanuel	Agent technique 2 ^o cl. 2 ^o éch.	Agent technique 2 ^o cl. 1 ^{er} éch.
Divo Yaovi Antoine	Agent technique 2 ^o cl. 2 ^o éch.	Agent technique 2 ^o cl. 1 ^{er} éch.
Mienso Ambroise	Infirmier principal 3 ^o échelon	Infirmier ppal. 2 ^o échelon
Akovi Pierre	Infirmier ordinaire 2 ^o échelon	Infirmier ordinaire 1 ^{er} échelon
Akara Todom	Infirmier ordinaire 1 ^{er} échelon	Infirmier adjoint 4 ^o échelon
Adam Moussa	Infirmier adjoint 4 ^o échelon	Infirmier adjoint 3 ^o échelon
Awi Abalo	Infirmier adjoint 4 ^o échelon	Infirmier adjoint 3 ^o échelon
Kaglan Adolphe	Infirmier adjoint 3 ^o échelon	Infirmier adjoint 2 ^o échelon
Adam Issifou	Infirmier adjoint 3 ^o échelon	Infirmier adjoint 2 ^o échelon

Le présent arrêté rapporte en ce qui concerne les intéressés, les arrêtés nos 301, 310, 312, 314 et 317/MFP des 12, 16, 17 et 21 décembre 1960 portant suspension de fonctions, et aura effet pour compter de la date de sa signature.

Révocations

N° 106/MFP du :

11 avril 1961. — M. Lamoussa Moussa, infirmier-adjoint 4^o échelon du cadre local de l'assistance médicale du Togo, est révoqué de ses fonctions, pour faute grave en service.

M. Lamoussa qui n'est pas révoqué de ses fonctions pour l'un des motifs exposés à l'article 37 du décret du 29 mars 1954, peut prétendre au remboursement direct et immédiat des retenues pour pension subies d'une manière effective sur son traitement.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 112/MFP du :

24 avril 1961. — MM. Soher Pierre et Awokou Emmanuel, tous deux infirmiers adjoints 3^o échelon du cadre local de l'assistance médicale du Togo, sont révoqués de leurs fonctions, pour faute grave en service, pour compter du 1^{er} mai 1961.

MM. Soher et Awokou qui ne sont pas révoqués de leurs fonctions pour l'un des motifs indiqués à l'article 37 du décret du 29 mars 1954, pourront prétendre au remboursement direct et immédiat des retenues pour pension subies d'une manière effective sur leur traitement.

Rectificatif

RECTIFICATIF

du 15 avril 1961 à l'arrêté n° 245/MFP, du 24 octobre 1960, portant admission à la retraite.

Les fonctionnaires des cadres supérieur et local des chemins de fer et du wharf du Togo ci-après

désignés, atteints par la limite d'âge, sont admis faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1961 :

Au lieu de :

MM.

Attiogbé Laté, ouvrier principal de 1^{re} classe

Lire :

MM.

Attiogbé Laté, ouvrier principal hors classe

(Le reste sans changement).

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

Budget primitif de la circonscription de Bafilo

N° 14/INT-INFO/MFAE-MF du :

14 avril 1961. — Le budget primitif de la circonscription de Bafilo, exercice 1961, est approuvé par arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : quatre millions cinq mille francs (4.005.000 frs).

Nomination

N° 51/D/INT-INFO du :

12 avril 1961. — M. Pana Ombri, chef de la circonscription administrative de Lomé, est nommé directeur de la prison civile de Lomé, en remplacement de M. Chauvet, inspecteur de la région maritime, actuellement en congé.

La présente décision aura effet pour compter du 2 mars 1961, date de prise de service de l'intéressé.

Engagement

N° 55/D/INT-INFO du :

24 avril 1961. — M. Noagbodji Mathias est engagé en qualité de cuisinier et classé à la 4^e catégorie du personnel domestique, pour compter du 1^{er} mars 1961.

L'intéressé est affecté à la résidence du chef de la circonscription administrative de Tsévié, en remplacement de M. Allassani Fousséni, démissionnaire de son emploi.

Son traitement sera imputé au chapitre 12, article 5 du budget général.

Mutation

N° 54/D/INT-INFO du :

18 avril 1961. — M. Adamah Peter, inspecteur de police 4^e classe en service à Lomé, est nommé commissaire de police de la ville de Lama-Kara, en remplacement de M. N'Soukpoé Alphonse qui reçoit une autre affectation.

M. N'Soukpoé Alphonse, commissaire de police de la ville de Lama-Kara, est affecté au commissariat de police de la ville de Lomé.

La présente décision prendra effet pour compter du 10 avril 1961.

Licenciement

N° 27/INT-GT du :

18 avril 1961. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 22-INT/GT. du 28 mars 1961 portant licenciement du garde-stagiaire Folli Samuel, n° mle 2406, du dépôt de la garde togolaise de Lomé.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES
ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Nominations

N° 63/D/MTP du :

11 avril 1961. — M. Pierre Giboin, ingénieur adjoint de 1^{re} classe des travaux météorologiques, chef de la station météorologique de Lomé-aérodrome, est nommé adjoint au chef du service météorologique pour compter du 1^{er} avril 1961.

M. Jean Labrousse, ingénieur adjoint de 1^{re} classe des travaux météorologiques, est nommé chef de la station de Lomé-aérodrome par intérim pour compter de la même date.

N° 66/D/MTP-TP du :

13 avril 1961. — M. da Silva Alcide, architecte contractuel des travaux publics, en service à la direction des travaux publics, est chargé de surveiller

les travaux de construction d'habitat économique du lotissement de Tokoin.

M. da Silva se mettra en liaison constante avec le service du crédit du Togo et des entreprises intéressées dans l'exécution de ses fonctions.

Engagements

N° 62/D/MTP-TP du :

11 avril 1961. — Sont engagés à titre précaire et essentiellement révocables en qualité de baquiers journaliers et mis à la disposition du chef de la subdivision des travaux publics de Mango-Dapango pour servir au bac de l'Oti à Mango, les agents indiqués ci-après :

MM. Assabrou Kokou à 240 frs par jour
Idrissa Mama à 150 frs par jour
Fambara Nadoh à 150 frs par jour
Aboudoulaye Zibril à 150 frs par jour
Nagoh Mama à 150 frs par jour
N'Bah Séidou à 150 frs par jour
Sabieni Gando à 150 frs par jour

Les salaires des intéressés seront imputés au budget général chapitre 32 — article 1 (entretien des routes).

La présente décision prendra effet à compter du 1^{er} avril 1961.

Affectations

N° 59/D/MTP-PT du :

10 avril 1961. — M. Akouvi Joachim, commis de 2^e classe 3^e échelon du cadre supérieur des SAFO, récemment remis à la disposition du Ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications, est affecté à la recette principale de Lomé, en remplacement de M. Tchangai Philippe qui reçoit une autre affectation.

M. Tchangai Philippe, commis adjoint de 3^e classe des postes et télécommunications, précédemment en service à la recette principale de Lomé, est affecté au bureau de postes d'Anécho, en remplacement de Mme Lawson Emilie qui reçoit une autre affectation.

Mme Lawson Emilie, agent permanent de 3^e catégorie échelle A, des postes et télécommunications, précédemment en service au bureau de postes d'Anécho, est affectée au bureau de postes de Sokodé, en remplacement de M. Koudoyor Emmanuel qui reçoit une autre affectation.

M. Koudoyor Emmanuel, agent permanent de 4^e catégorie échelle A, des postes et télécommunications, précédemment en service au bureau de postes de Sokodé, est affecté au bureau de Lama-Kara, en remplacement de M. Adam Kérim, licencié.

Les émoluments des intéressés continuent à être supportés par le chapitre 12, article 5 du budget général en ce qui concerne M. Akouvi Joachim et par

le chapitre 18, article 7 du budget général en ce qui concerne Mme Lawson Emilie et MM. Tchangai Philippe et Koudoyor Emmanuel.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Avancement

N° 71/MTP-CFT du :

20 avril 1961. — Est constaté l'avancement à l'échelle B de la 6^e catégorie de M. Lawson Job, agent permanent de 6^e catégorie échelle A, en service au réseau des chemins de fer du Togo.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1961.

Rétrogradations

N° 60/D/MTP-TP du :

10 avril 1960. — M. Issaka Tchanadé, gardien permanent de 1^{re} catégorie échelle D, en service à la subdivision hydraulique du Sud, est rétrogradé d'une échelle (1^{re} catégorie échelle C).

— pour s'être présenté au service en état d'ébriété le 17 février 1961;

— pour avoir giflé deux agents qui essayaient de le reconduire hors du bureau.

La présente décision prendra effet à compter du 1^{er} mars 1961.

N° 68/D/MTP-CFT du :

15 avril 1961. — Le facteur permanent Agbonson Jean, n° mle 11.489, échelle C échelon 3, en service au réseau des chemins de fer et du wharf (Exploitation), est rétrogradé à l'échelle B échelon 3 pour le motif suivant :

« Faute grave en service »

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Licenciements

N° 61/D/MTP-TP du :

11 avril 1961. — Les agents journaliers dont les noms suivent, en service au bac de l'Oti à Mango :

MM. Djatoti Nana 1^{re} cat. éch. A

Nadjo Nafadjara à 156 frs par jour

Idrissou Baba à 156 frs par jour

Yacoubou Seika à 156 frs par jour

Koumondi Kombimé à 156 frs par jour

Nagbénj Koumondi à 156 frs par jour

Bouraima Akarachi à 156 frs par jour

Ako Djimbou à 156 frs par jour,

sont licenciés de leur emploi pour compter du 13 février 1961, pour abandon de poste.

Les intéressés ne pourront prétendre qu'à une indemnité compensatrice de congé au prorata du temps de service effectué depuis leur dernier congé.

N° 70/D/MTP. du :

20 avril 1961. — L'agent permanent de 2^e catégorie échelle B, Djélou Roger, faisant fonction de téléphoniste météo à Sokodé, est licencié de ses emplois pour faute lourde caractérisée.

L'intéressé qui n'a droit à ni préavis, ni indemnité de licenciement, bénéficiera d'un congé proportionnel calculé sur ses services depuis le 5 février 1961 inclus.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

Affectations

N° 42-D-MA-AG. du :

13 avril 1961. — M. Awuté D. Pascal, élève ingénieur des travaux agricoles, en service à la direction de l'agriculture, est nommé adjoint au directeur du secteur de modernisation du Nord-avec résidence à Dapango.

M. Mamfah Wallace, moniteur adjoint de 4^e échelon d'agriculture, en service au secteur agricole de Kandé, est mis à la disposition du chef de la circonscription agricole de Klouto pour servir dans le secteur Agotimé-Sio (Avétonou).

M. Dossou Fortuné, ancien élève de l'école régionale d'agriculture de Ste. Livrade, nouvellement engagé et mis à la disposition du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts par décision n° 219-MFP du 4 mars 1961 en qualité d'agent d'agriculture de la hors catégorie, est nommé adjoint au chef de la circonscription agricole de Tsévié-avec résidence à Tsévié.

La solde et les accessoires de solde des intéressés restent imputables au chapitre 20 — article 4 du budget général.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

C. A. P.

N° 55-D-MEN. du :

18 avril 1961. — Sont déclarés admis à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique, en vue de leur titularisation, les instituteurs-stagiaires dont les noms suivent :

Mme Dogbe Pauline, née Creppy

M.M. Amedegnato Ferdinand

Quenum Emmanuel

Ada Jonathan

Amela Nicolas

Mensah Francis

C. E. A. P.

N° 56-MEN. du :

18 avril 1961. — Sont admis définitivement à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique pour la session de 1960, les instituteurs et institutrices adjoints stagiaires dont les noms suivent :

M. Batassy P. Auguste	Aziagbe Frédéric
Mme Birregah Cathérine	Nicoué Léon
M.M. Amégbran François	
Mme Apedo-Ama Justine (née Sitti)	
M. Amoussou Kossi	
Mme Lawson Agnès (née Dosseh)	
M.M. Ewe Roger	Hlomador Louis
Sodji Quam Valentin	Koffi Amédégnonam
Eklou Efoé Didier	Kponsou Raphaël
Mouvi Ambroise	Nambou Yao
Agbodjan Moïse	Quadjovie Elvi
Biko Bernard	Tchaba Nafara
Bougonou Gbati	Tchona Jérôme
Brym Louis	

D. A. P.

N° 57-D-MEN. du :

20 avril 1961. — Sont admis définitivement à l'examen du diplôme d'aptitude pédagogique (DAP) pour la session 1960, les instituteurs du cadre local dit supérieur dont les noms suivent :

M.M. Afoutou Maxime	Amouzougan Jean
Edorh A. Benoît	Lawson Benoît
Eteh B. Benoît	Ossey Doh Seth

Autorisation d'enseigner

N° 53-D-MEN. du :

15 avril 1961. — L'autorisation d'enseigner dans les classes de la Mission Evangélique du Togo est accordée pour compter du 3 octobre 1960 à :

Mme Koffi Ruth	Satekla Moïse
M.M. Dake Jonathan	Gameti Samuel
Guidi Albert	Fricoh Seth
Dotto Chrétien	Talan Christian
Djaka Mathieu	Newelle Rudolph
Fiavo Daniel	Doumassi Enos
Hovi Eugène	Kpely Komla
Kotoko Batokiton Boyodi Henri	

Affectations

N° 52-D-MEN. du :

13 avril 1961. — Les moniteurs permanents de 2^e catégorie échelle A, nouvellement recrutés, reçoivent les affectations suivantes :

M. Pekore Préabalo Martin, est affecté à l'école publique de Bémé-Toutou (circonscription de Klouto)

M.M. Gbandi Emmanuel, est affecté à l'école publique de Bidjabé (circonscription de Bas-sari)

Mehiba Pekari, est affecté à l'école publique de Kandé

Mlles Tameklo Ernestine, est affectée à l'école publique de Palimé-Gare

Gozan Amélie, est affectée à l'école publique de Kpadapé (circonscription de Klouto)

Mme Agbetiafa Véronique, née Dagbovie, est affectée à l'école publique de Zébévi Anécho

Mme Sanvee Thérèse, née Thompson, institutrice de 6^e classe en service à Zébévi, Anécho, est mutée à l'école publique de Nyékonakpoé à Lomé.

La présente décision aura effet à compter de la date de sa signature.

N° 58-D-MEN. du :

21 avril 1961. — Les moniteurs permanents de l'enseignement Officiel, nouvellement recrutés, reçoivent les affectations suivantes :

M.M. Djayouri Michel, à l'école publique de Blitta
Houedakor François, à l'école publique de Tablighbo

Mlle Johnson Béatrice, à l'école publique de Palimé.

La présente décision aura effet à compter de la date de sa signature.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE**Affectation**

N° 41-D-MSP. du :

10 avril 1961. — M. Nabede Alexandre, docteur en médecine, mis à la disposition du Ministre de la santé publique par l'arrêté n° 94-MFP du 31 mars 1961, est affecté à Dapango comme médecin-chef de cette subdivision sanitaire, en remplacement du docteur Quadjovi muté. Imputation — budget général — chapitre 22 — article 6.

Rectificatif**RECTIFICATIF**

du 12 avril 1961 à la décision n° 39-D-MSP du 28 mars 1961 portant engagement d'un agent permanent.

Au lieu de :

Mlle Tihou Elissa est engagée en qualité d'agent permanent 2^e catégorie échelle A (employée de bureau) pour compter du 1^{er} février 1961, et mise à la disposition du directeur du centre national hospitalier de Lomé.

Lire :

M. Tihou Elissa est engagé en qualité d'agent permanent 2^e catégorie échelle A (employé de bureau) pour compter du 1^{er} février 1961, et mis à la disposition du directeur du centre national hospitalier de Lomé.

(Le reste sans changement).

DIVERS**Classements - Promotions**

Par arrêté du Ministre de l'éducation nationale de la France d'outre-mer en date du 10 janvier 1961

Les fonctionnaires des enseignements technique et professionnels ci-après désignés sont reclassés et promus d'échelon comme suit :

Nom et prénom	Fonction	Etablissement	1) Reclassement 2) Application du décret du 20-3-58 à la date du 1-10-58 3) Promotion		
			Echelon	Ancienneté dans l'échelon	Date d'effet
d'Almeida Christian	P.	Détaché à Lomé (Togo)	1 ^{er} 2 ^e 3 ^e	1 a 5 m. 15 j. 11 m. 15 j. sans ancienneté	1-10-57 1-10-58 (décret du 20-3-58) 16-10-59 (promotion)

Détachement

Par arrêté du Ministre de fonction publique et de l'information de la République de Côte d'Ivoire du 7 avril 1961 :

M. Ajavon Michel, commis adjoint 3^e échelon du corps local d'administration générale de la Côte d'Ivoire, est placé, sur sa demande, dans la position de détachement, pour une période de cinq ans, pour servir auprès du Gouvernement de la République togolaise.

Pendant la durée de son détachement, la solde de M. Ajavon Michel sera supportée par le budget de la République du Togo.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 15 janvier 1961.

Radiation

Par arrêté du ministre des travaux publics, de l'habitat et de l'urbanisme de la République du Sénégal en date du 27 mars 1961 :

Un congé administratif de 12 mois pour en jouir à Aného (République du Togo) est accordé à M. d'Almeida Paul Ayayi, ouvrier adjoint 3^e échelon du corps local des travaux publics, indice local 406 nouveau, groupe IV, en service au commissariat à l'habitat et à l'urbanisme (Service de l'urbanisme à Dakar).

L'intéressé qui est arrivé au Sénégal le 1^{er} janvier 1956 y a accompli un séjour ininterrompu de 5 ans au 31 décembre 1960, en qualité de fonctionnaire expatrié et bénéficiera d'une indemnité cor-

respondante à la solde à laquelle il aurait pu prétendre durant 12 mois de congé acquis au titre de ce séjour conformément aux dispositions de l'arrêté n° 313-SET du 14 janvier 1952.

Cette indemnité lui sera versée en une seule fois ou mensuellement à terme échu jusqu'à l'expiration de la durée correspondant au congé administratif indiqué ci-dessus.

M. d'Almeida bénéficiera avant son départ de mandatement de la deuxième fraction de l'indemnité d'éloignement calculée dans les conditions prévues à l'article 9 de l'ordonnance n° 59-38/MFP-TSS du 8 octobre 1959.

Les feuilles de voyage et réquisitions de transport Dakar-Aného seront délivrées à M. d'Almeida qui voyage accompagné de sa fille âgée de 8 ans.

M. d'Almeida sera remis à la disposition du Gouvernement de la République du Togo son pays d'origine, et radié des contrôles de personnel en service au Sénégal à l'expiration du congé dont il bénéficie par le présent arrêté.

La dépense est imputable au budget du Sénégal chapitre 25 article 3 paragraphe 3 en ce qui concerne la solde et chapitre 39 article 1 paragraphe 2 en ce qui concerne les transports.

AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES**AVIS**

Le tribunal de commerce de Lomé a, par jugement en date du 24 mars 1961, à la requête de M. procureur de la République près le tribunal de première instance, déclaré la société de fait dite « Agence

ce togolaise de vente de véhicules et automobile », en état de faillite ouverte.

La date de cessation des paiements a été provisoirement fixée au 10 mars 1961.

M. Maurice Pierron, vice-président du tribunal de première instance de Lomé, a été désigné en qualité de juge commissaire et M. Emmanuel Téry Lawson, greffier audit tribunal, en qualité de syndic.

Les productions de créances seront reçues au tribunal de première instance de Lomé, dès la parution du présent avis.

Pour avis

Le syndic

E.T. LAWSON

INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de première instance de Lomé, M. Gbenyon Kodjo Justin a requis l'immatriculation au registre de commerce de « l'Entreprise Africaine de peinture industrielle ».

Inscription faite le 22 avril 1961.

Registre chronologique n° 559.

Registre analytique Livre 1-n° 138.

Pour insertion et avis :

Le greffier en chef,

Z. JOHNSON.

INSCRIPTION MODIFICATIVE aux statuts de la Compagnie Française de distribution de pétrole en Afrique

Suivant expédition notariée du procès-verbal en date du 19 décembre 1960, déposée aux rangs des minutes du greffe du tribunal de première instance de Lomé (Togo).

Le conseil d'administration de la compagnie Française de distribution des pétroles en Afrique usant de l'autorisation qui lui est donnée par l'alinéa 3 de l'article 6 des statuts, modifié, a augmenté le capital social de cinq millions deux cent mille nouveaux francs;

Le nouveau capital est ainsi fixé à quatorze millions de nouveaux francs divisé en un million quatre cent mille actions de dix nouveaux francs chacune.

L'alinéa 1 de l'article 6 des statuts est modifié en conséquence.

D'autre part, le siège social est transféré à Rue Michel Angé n° 5 Paris.

Ladite inscription modificative a été déposée au greffe du tribunal de Lomé tenant lieu de tribunal de commerce le 7 avril 1961 sous le n° 554 du registre chronologique et mention faite au Livre IV sous le n° 98 analytique.

Pour insertion et avis :

Le greffier en chef

Z. JOHNSON

AVIS DE PERTE

Il est porté à la connaissance du public que la copie du titre foncier n° 320 du territoire du Togo a été adirée.

Pour deuxième insertion.

NECROLOGIE

Le Ministre de la fonction publique a le regret de faire part du décès de :

M. Savedji James, agent permanent, survenu à l'hôpital de Tokoin, le 5 avril 1961;

M. Atayi John Emmanuel, commis d'administration en retraite, survenu à Lomé, le 13 avril 1961;

M. Behlow Joseph, agent de constatation principal de classe exceptionnelle des douanes, survenu à Lomé le 14 avril 1961 à l'hôpital de Tokoin.

ENTREPRISE CHRISTOPHE

AVIS

Les actionnaires de la Société Anonyme « Entreprise Christophe » dont le siège est à Lomé, Boulevard Circulaire, passage des contributions, sont convoqués à l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu le 20 juin 1961 à 15 heures au siège de la société.

Ordre de jour

1^{re} Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1961 et quittus des administrateurs.

2^e Divers

Les projets de résolutions sont, conformément aux statuts, à la disposition des actionnaires au siège de la société.

Le conseil d'administration

• •

Les actionnaires de la Société Anonyme « Entreprise Christophe » dont le siège est à Lomé, Bou-

levard Circulaire, passage des contributions, sont convoqués à l'assemblée générale extraordinaire qui aura lieu le 20 juin 1961 à l'issue de l'assemblée générale ordinaire

Ordre de jour

1^{re} Augmentation du capital social et modification des statuts en résultant.

2^e Divers

Le conseil d'administratio